

M. Mahoney: Merci, monsieur l'Orateur. A la suite de tous ces événements, le ministre peut-il nous assurer que la Direction des enquêtes sur les coalitions accordera la haute priorité à un examen de l'industrie de l'alimentation au détail dans les Prairies et en particulier en Alberta?

Une voix: «Et tout cela c'est à cause de la viande.»

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Parce que le député de Calgary-Sud a toujours l'œil ouvert.

M. Baldwin: Dommage que ce ne soit pas votre cas.

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, moi-même et le directeur au service des enquêtes sur les coalitions sommes au courant de la chose et le directeur va la régler en s'appuyant sur les dispositions de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

TERRE-NEUVE—LE PLAN QUINQUENNAL

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale et a trait à celle que j'ai posée à son secrétaire parlementaire, mercredi dernier, elle figure à la page 2647 du harsard. Le ministre est-il prêt à y répondre maintenant?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Le député aurait-il l'obligeance de répéter sa question?

M. Marshall: Étant donné les graves difficultés économiques de la province de Terre-Neuve, le ministre voudrait-il confirmer que l'entente sur la première phase d'un programme de développement régional de cinq ans destiné à cette province sera ratifiée en avril? Voudrait-il en outre en déposer les grandes lignes afin que les habitants de Terre-Neuve puissent connaître les avantages du programme?

M. l'Orateur: Si le député entend parler de la signature d'un document en avril, je doute que la question soit recevable en ce moment. Elle devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Marshall: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Votre Honneur a autorisé la question mercredi dernier.

M. l'Orateur: Si j'ai commis une erreur, c'était mercredi dernier.

[M. l'Orateur.]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

OFFRE D'UN POSTE DE JUGE À M. CLAUDE WAGNER

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Voudrait-il dire à la Chambre s'il a reçu du très honorable premier ministre ou de l'honorable ministre de la Justice l'autorisation d'offrir un poste de juge à M. Claude Wagner?

M. l'Orateur: Je juge la question irrecevable.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'INSTITUT PROFESSIONNEL ET LA DÉSIGNATION DES PERSONNES MISES À PIED

[Traduction]

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Pêches et des Forêts. Comme l'Institut professionnel de la fonction publique s'est élevé contre l'expression employée par le ministre, c'est-à-dire «bois mort», en parlant des hommes de science et des professionnels mis à pied, le ministre prendra-t-il les mesures pour effacer le stigmate dont il a marqué ces hommes qui se cherchent maintenant de nouveaux emplois?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): A mon avis, la meilleure façon d'effacer le stigmate c'est de cesser d'employer l'expression, monsieur l'Orateur.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ADJUDICATION DE CONTRATS À LA RCA VICTOR—LE CONFLIT D'INTÉRÊT CHEZ M. J. B. HOULDING

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, comme le Conseil de recherche pour la défense joue un rôle de premier plan dans le choix des priorités du gouvernement en matière de recherche où des millions de dollars entrent en jeu, le ministre peut-il dire à la Chambre qu'il fera enquête sur le conflit d'intérêt dans le cas de M. J. B. Houlding qui est à la fois président de la RCA Victor et membre du Conseil de recherches?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il serait peut-être bon de dire à la Chambre que le mandat du Conseil de recherches pour la défense comprend la désignation de représentants de l'industrie, des universités et autres institutions de recherche canadiennes comme membres éventuels du Conseil. Dans le cas actuel